

CODE DE L'ENVIRONNEMENT
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Construction d'une plateforme logistique

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI

Lieu-dit Grand Boutras

69520 GRIGNY



*Mémoire en réponse aux demandes de compléments
du 3 février 2023*

Ce dossier a été élaboré avec le concours de



LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

Constats	Réponse formulée	Documents associés
<p>Rappel de la demande n°43 : La pièce jointe n°2 doit être complétée concernant les prescriptions relatives aux panneaux photovoltaïques qu'il est prévu d'installer en toiture de l'entrepôt (section V de l'arrêté du 04/10/2010).</p> <p>Rappel de l'analyse des compléments du 04/11/2022 : La pièce n°2 du dossier révisé indique « L'installation sera dotée de panneaux photovoltaïques en toiture. L'installation de ces équipements respectera les prescriptions de la section V de l'arrêté du 04/10/10. » sans fournir plus de détails. La pièce jointe n°1 fournit quelques éléments sans toutefois répondre à plusieurs points de la section V de l'arrêté précité. En effet, il est notamment indiqué « L'implantation de panneaux photovoltaïques est toujours en étude pour le site. Ceux-ci seront répartis sur l'ensemble des cellules de l'entrepôt. Le prestataire n'étant pas encore retenu, il n'est pas possible à ce stade de fournir les documents indiqués dans l'article, seuls les plans de principe ont pu être établis, joints au dossier. Toutefois, le pétitionnaire s'engage à ce que tous ces éléments soient mis en oeuvre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ». L'état d'avancement des études d'implantation de panneaux photovoltaïques ne permettant pas de répondre à la demande n°43 ci-dessus, soit l'état d'avancement de ces études est rendu compatible avec la justification de la conformité réglementaire de ces installations photovoltaïques, soit ces installations sont retirées du présent dossier de demande d'enregistrement afin d'être présentées de manière détaillée dans le cadre d'un porter à connaissance ultérieur.</p> <p>Analyse des compléments du 22/12/2022 : Le tableau d'analyse de la conformité à l'arrêté ministériel du 04/10/2010 de la pièce jointe n°22 indique, concernant l'article 32 de l'arrêté ministériel précité : « Pas d'étude de danger, pas de nécessité d'avoir les dispositions constructives autres que celles préconisées par l'arrêté du 11 avril 2017 » alors que l'article 32 précise sur ce point « Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments, auvents ou ombrières abritant des zones à risque d'incendie identifiées dans l'étude de dangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en matière de résistance au feu : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule ; [...] ». Même si une étude dangers n'est pas requise pour un dossier de demande d'enregistrement, l'Inspection considère que le risque d'incendie est clairement identifié dans le cas d'un entrepôt stockant des combustibles soumis à la rubrique 1510 au régime de l'enregistrement. Il est par conséquent nécessaire de confirmer la conformité du projet à la présente exigence relative à la résistance au feu de l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux. 	<p>Il n'est pas possible, à ce stade, de fournir un justificatif à ce sujet. Ce critère sera toutefois intégré au cahier des charges de l'appel d'offre.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'engage à ce que, quelle que soit la technologie retenue, l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux, leurs supports, leurs isolants et plus généralement tous les composants associés aux panneaux implantés en toiture des cellules de stockage présente les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule.</p> <p>Enfin, le site de Grigny fera l'objet d'un audit de récolement en phase chantier. Cet audit inclura une vérification du respect des prescriptions de la présente section pour l'installation photovoltaïque.</p> <p>Le tableau d'analyse de la conformité à l'arrêté ministériel du 04/10/2010 de la pièce jointe n°22 a été complété en conséquences.</p>	<p>PV - Analyse de conformité AM041010_rév3</p>

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

Constats	Réponse formulée	Documents associés
<p>Rappel de l'observation n°1 : Il conviendrait de compléter le dossier avec les éléments permettant d'apprécier la mise en œuvre des recommandations du SDMIS concernant l'installation de panneaux photovoltaïques (cf. guide de recommandations joint). À défaut d'éléments montrant la mise en œuvre de ces mesures ou leur impossibilité, l'Inspection des installations classées pourra être amenée à proposer leur prescription.</p> <p>Analyse des compléments du 04/11/2022 : Le mémoire en réponse aux demandes de compléments indique « Une entreprise spécialisée sera missionnée pour accompagner la société LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI dans la conception et la mise en œuvre de l'installation photovoltaïque. Les recommandations du SDMIS concernant l'installation de panneaux photovoltaïques seront prises en compte lors de la réalisation de ces installations. Les guides pratiques et recommandations qui y sont recensés sont également repris dans la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 à laquelle l'installation photovoltaïque sera conforme. [...] ». Comme pour la demande n°43 ci-dessus, l'état d'avancement des études d'implantation de panneaux photovoltaïques ne permettant pas de répondre à l'observation n°1, soit l'état d'avancement de ces études est rendu compatible avec la justification de la conformité réglementaire de ces installations photovoltaïques, soit ces installations sont retirées du présent dossier de demande d'enregistrement afin d'être présentées de manière détaillée dans le cadre d'un porter à connaissance ultérieur.</p> <p>Analyse des compléments du 22/12/2022 : Contrairement à l'analyse de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 qui a fait l'objet du tableau d'analyse précité, l'analyse de la conformité du projet aux recommandations du SDMIS n'a pas été fournie. Il est nécessaire de réaliser cette analyse.</p>	<p>En effet, les recommandations du SDIS n'ont pas fait l'objet d'une analyse détaillée de conformité comme la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 car celles-ci sont majoritairement identiques à celles de l'arrêté.</p> <p>Par ailleurs, les guides pratiques et recommandations qui y sont recensés sont également repris dans la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 à laquelle l'installation photovoltaïque sera conforme.</p> <p>Néanmoins, comme déjà indiqué dans les précédentes réponses, l'exploitant s'engage à prendre en considération les recommandations du SDMIS pour la conception et l'exploitation de l'installation photovoltaïque.</p> <p>Afin d'affirmer à nouveau l'engagement de l'exploitant, un tableau d'analyse a été réalisé. A noter que, comme pour le tableau d'analyse de conformité à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, la plupart des éléments de preuve ne peuvent pas être fournis à ce stade car le prestataire n'a pas encore été retenu.</p>	<p><i>PV - Mise en œuvre recommandations SDIS au sein de la PJ22_Panneaux PhV</i></p>
<p>Modélisation des effets liés à la dispersion des fumées en cas d'incendie (annexe à la pièce n°2)</p> <p>Rappel de la demande n°52 : La modélisation des effets liés à la dispersion des fumées en cas d'incendie ne tient pas compte des différences altimétriques autour du site contrairement à l'étude des flux thermiques. Il est nécessaire de mettre à jour l'étude de dispersion des fumées en conséquence.</p> <p>Analyse des compléments du 22/12/2022 : Au regard des résultats de la modélisation mise à jour qui indique des effets irréversibles dans le cas d'un incendie débutant sur une distance de 80 mètres à une altitude de 10,3 mètres, il est nécessaire d'identifier les cibles potentielles au regard de l'altimétrie autour du site et de conclure sur l'acceptabilité ou non du risque.</p>	<p>Afin de compléter la modélisation des effets liés à la dispersion des fumées et de conclure sur l'acceptabilité ou non du risque associé, une note d'analyse détaillée des risques a été réalisée et jointe en annexe 10 de la pièce jointe n°2bis.</p> <p>Cette note conclue sur un risque généré acceptable.</p>	<p><i>Note d'analyse détaillée des risques - effets toxiques au sein de l'annexe 10 de la pièce jointe n°2bis</i></p>